

option

Reçu le 08 NOV. 1982

BULLETIN D'INFORMATION

MAROC

"miner les fondements mêmes de l'impérialisme, par l'accroissement de la solidarité des trois continents : Afrique, Asie, Amérique Latine et l'action conjuguée de toutes les forces progressistes dans le monde."

MEHDI BEN BARKA

SUPPLEMENT A LA REVUE MAROCAINE ALIKHTIAR ATHAOURI - NOVEMBRE 1982

APPEL AUX FORCES PROGRESSISTES MAROCAINES :

POUR LA RUPTURE AVEC LE POUVOIR ET LA CONSTITUTION

D'UN FRONT NATIONAL ET DEMOCRATIQUE

A plusieurs reprises, nous avons dénoncé "l'ou on sacrée" instaurée au Maroc par Hassan II autour de son régime, et la démarche de tous ceux qui l'ont soutenu dans cette opération trompeuse. Ce slogan fait partie de tout un plan mis en place par le pouvoir pour exploiter au maximum notre cause nationale, au profit de ses intérêts de classe et ceux du capitalisme international dont il est l'instrument docile.

Si la monarchie marocaine est intéressée par la récupération du Sahara c'est avant tout pour consolider son régime ébranlé à diverses reprises, mais aussi pour élargir son champ d'exploitation économique et montrer à ses alliés impérialistes qu'elle reste une force sur laquelle ils peuvent continuer de compter.

Seulement, la nature foncièrement anti-nationale de ce régime qui ne s'est jamais préoccupé du sort de nos territoires qu'après vingt ans d'abandon et de collusion avec le colonialisme espagnol, s'inscrit en faux contre le rôle qu'il s'est tardivement

donné pour apparaître comme le "champion de la libération".

Parallèlement à ce revirement qui n'a trompé personne, il a essayé de légitimer son pouvoir à travers un pseudo "processus démocratique" dont il a au préalable défini les règles et fixé les limites.

Là non plus, les vrais patriotes ne se sont pas laissés abuser : ce processus en fait légalisait l'arbitraire et la répression sous toutes leurs formes et laissait le champ libre aux classes exploiteuses pour mener leur entreprise de pillage des richesses et des potentialités du pays, en liaison avec le capitalisme international.

Certains dirigeants du mouvement progressiste marocain ont commis une trahison historique vis-à-vis de notre peuple en pactisant avec le pouvoir. Non seulement ils ont cautionné sa politique réactionnaire et applaudi toutes ses initiatives, mais en plus ils se sont fait ses porte-parole auprès de l'opinion démocratique inter-

EN PAGE 5 : RESISTANCE DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS,
ET TRAHISON DES REGIMES ARABES.

nationale. Tout cela afin de sauvegarder leurs intérêts étroits et sur la base de calculs qui n'ont pas résisté à l'épreuve de la réalité.

Tout au long de cette période dominée par les slogans "d'union sacrée" "d'unanimité nationale" et de "processus de libération et de démocratie", nous n'avons cessé de lancer des appels pour la rupture avec la réaction et pour la constitution d'une union véritable entre toutes les forces progressistes du pays.

Mais en vain...

UN BILAN NEGATIF...

Après plus de sept années de leurre quels sont les résultats de la collaboration de ces dirigeants réformistes et opportunistes avec le pouvoir ?

- Sept ans de guerre au Sahara qui ont coûté très cher aux masses populaires, tant au niveau humain que matériel : elles ont été les seules à supporter le fardeau de la guerre, alors que la bourgeoisie et la bureaucratie n'ont pas cessé un seul instant de spéculer et de s'enrichir.

Sept ans qui n'ont pas abouti en fin de compte à la libération définitive du Sahara, mais à une impasse militaire, politique et diplomatique. Le "dossier du Sahara" hâtivement fermé, reste plus ouvert que jamais, et le conflit est internationalisé, de même que les thèses séparatistes se sont renforcées au niveau politique et diplomatique.

- Dans la même période et après plusieurs manifestations électorales, le "processus démocratique" s'est vite essoufflé avant d'être brutalement stoppé lors de l'insurrection populaire de juin 1981. En fait, le seul processus qui a réellement prévalu et continue d'avoir cours, est celui de la répression et de l'arbitraire.

- Les forces progressistes sont sorties affaiblies de cette expérience où les a entraînées l'illusion de leurs dirigeants qui avaient l'espoir de "démocratiser le régime absolu".

Quant au parti de l'Istiqlal, représentant de la moyenne bourgeoisie, il

a définitivement basculé du côté de la réaction, pour permettre à sa clientèle de prospérer dans les limites tolérées par le régime.

DES OBJECTIFS COMMUNS

L'extrême gravité de la situation faite à notre peuple exige l'union de toutes les forces progressistes de notre pays pour faire face à la réaction et ses alliés impérialistes.

1- Elle exige de nous une lutte patriotique afin de parachever véritablement et définitivement notre intégrité territoriale, conformément aux intérêts de notre peuple et ses aspirations profondes à l'unité. De plus, certaines parties de notre territoire national au nord du pays (Sebta, Melilla et les Iles Jaffarines) sont toujours sous l'emprise coloniale directe. Quant au Sahara marocain, il reste encore tributaire de la politique du pouvoir qui a mené à l'impasse à tous les niveaux. En plus de la partition de fait de ce territoire et le risque d'y voir à tout moment s'ériger un Etat-croupion, la politique du pouvoir a d'ores et déjà creusé un large fossé entre les peuples de la région en exacerbant les sentiments de chauvinisme et de haine.

Un autre danger réside dans l'orientation du pouvoir qui a ouvert à l'impérialisme international les portes du pays dans tous les domaines. L'impérialisme U.S. se taille la part du lion dans le domaine militaire et stratégique, et le contenu des récents accords signés avec Washington est savamment tu au peuple et à ses forces vives.

La lutte contre la présence militaire américaine dans notre pays ne peut donc que faire l'unanimité au sein du mouvement progressiste marocain.

Il ne va pas sans dire que cette lutte contre l'impérialisme est étroitement liée avec notre lutte contre l'ennemi sioniste avec lequel le régime marocain est en bonnes relations. N'est-il pas en effet l'artisan des préparatifs de Camp David et l'un des chefs de file actuels de la réaction arabe qui poussent vers la

reconnaissance unilatérale de l'Etat sioniste ? Alors que ce dernier s'est illustré tout au long de son existence par une politique terroriste aveugle à l'encontre du peuple palestinien. Les dizaines de milliers de victimes du Liban n'en sont que la dernière illustration.

C'est donc en liaison intime avec le soutien populaire au peuple palestinien et son représentant unique et légitime l'O.L.P., que notre lutte contre le régime marocain apparaît dans toute sa dimension.

2 - Dans le domaine économique et social, la situation faite à notre peuple est préoccupante. Une grande partie est marginalisée et acculée à vivre d'expédients. Plus du quart de la population - selon la Banque mondiale - vit en dessous du seuil de pauvreté. Les énormes richesses du pays sont accaparées par une minorité d'exploiteurs au service du capitalisme international.

Dans ce domaine, celui de la lutte pour de meilleures conditions de vie des travailleurs de notre pays, il ne devrait y avoir aucun obstacle qui empêcherait l'union de toutes les forces progressistes face aux exploiters de notre peuple.

La lutte pour les libertés démocratiques est aussi un objectif commun à toutes ces forces. Personne n'ignore que ces libertés inscrites formellement sur le papier sont bafouées quotidiennement. Le nombre de détenus politiques ne cesse d'augmenter, sans parler des dizaines d'autres qui sont portés disparus depuis longtemps. La torture est toujours monnaie courante et les conditions de détention sont inhumaines. Les familles des détenus comme celles des exilés politiques sont soumises aux tracasseries, aux menaces et souvent à la répression. L'appareil policier qui quadrille le pays est omniprésent dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, et l'absolutisme règne en maître comme aux pires moments du Moyen-âge.

La lutte contre la présence impérialiste dans notre pays et pour une véritable libération nationale, de

même que la lutte pour les libertés démocratiques et de meilleures conditions de vie pour notre peuple, ne peuvent être que la préoccupation commune de tous les véritables patriotes.

POUR UN LARGE FRONT NATIONAL ET
DEMOCRATIQUE

Ces objectifs communs nécessitent au plus vite la constitution d'un large Front national et démocratique unique moyen à l'étape actuelle de ressouder les rangs du mouvement progressiste marocain et d'entraîner les plus larges masses dans la lutte contre la réaction et l'impérialisme.

Les conditions objectives pour la constitution d'un tel front existent. Reste seulement pour les diverses composantes du mouvement progressiste à rompre avec la ligne suivie par leurs dirigeants jusqu'à présent et à revoir d'une manière radicale l'approche de leurs relations avec le pouvoir. Sortir du statut amplement mérité d'opposition "de palais" et opter résolument pour une stratégie de lutte devient pour ces composantes longtemps flouées par leurs dirigeants opportunistes, la seule condition pour retrouver la confiance de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses populaires.

Les militants progressistes qui oeuvrent pour un tel changement depuis de nombreuses années, doivent combattre encore plus résolument les éléments opportunistes infiltrés au sein du mouvement progressiste, et qui continuent de faire le jeu de la réaction tout en se réclamant des idéaux du socialisme scientifique.

La rupture avec le pouvoir et la dénonciation de "l'union sacrée", ne peuvent devenir une réalité tant que les éléments opportunistes et réformistes continueront de mener leur travail de sape au sein du mouvement progressiste et de l'entraîner dans des compromissions irréparables. Sans l'isolement définitif de ces éléments, il serait illusoire de parler d'un front commun ou d'une quelconque lutte unitaire..

L'urgence de mettre fin à cette

politique de collaboration objective avec la réaction, s'impose d'autant plus qu'il est question de faire renaître de leurs cendres "l'unanimité nationale" et le "processus démocratique" ces slogans trompeurs qui ont volé en morceaux face à la colère populaire en juin 1981.

Toute tentative de refaire l'union autour du pouvoir et de cautionner sa politique ne serait ni plus ni moins qu'une trahison supplémentaire à l'égard de notre peuple et une rupture définitive avec sa lutte légitime.

ISOLER LES OPPORTUNISTES ET LUTTER SUR DES BASES CLAIRES

La principale argumentation des éléments opportunistes consiste à dire que la rupture avec le pouvoir dans les conditions actuelles, fait le jeu des "ennemis de notre cause nationale" et qu'il faut opposer un "front sans failles devant ces ennemis". C'est d'ailleurs pour ces raisons qu'ils sont retournés siéger au Parlement, malgré l'avis opposé des militants de base qui se sont prononcés depuis plusieurs années déjà en faveur du boycott de cette institution fantôme faite à la mesure du pouvoir marocain qui reste le véritable ennemi de notre cause nationale.

Une réponse supplémentaire à cette argumentation qui ne résiste pas longtemps à l'analyse, est de se demander où a conduit leur politique de soutien au pouvoir après sept années : A-t-elle effectivement abouti à la libération définitive du Sahara et vaincu à jamais les thèses séparatistes, ou bien a-t-elle plutôt abouti - comme nous le pensons - à une internationalisation du conflit et à un renforcement notable des thèses séparatistes qui peuvent déboucher sur la création d'un Etat-croupion au Sahara et mettre le peuple marocain devant le fait accompli.

Car, le problème de l'intégrité territoriale a toujours été l'affaire du peuple marocain et non de la réaction locale ni des Etats de la ré-

gion. Notre peuple qui aspire profondément à son unité et son intégrité nationales et qui a payé un lourd tribut dans le passé proche et lointain, se trouve écarté de fait de cette question.

Il n'a pas encore dit son mot, car non seulement il est baillonné et réprimé par ses gouvernants, mais aussi et surtout, il est trahi par ceux qui se réclament de lui et prétendent parler en son nom.

La constitution d'un large front national et démocratique suppose l'adoption d'un programme minimum et des mots d'ordre conformes à chaque étape de la lutte. Cela suppose aussi une direction collective afin de diriger la lutte avec le maximum d'efficacité, mais surtout une lutte unitaire à la base qui ne souffre d'aucun sectarisme.

Certes, les divergences d'ordre idéologique et politique existent au sein du mouvement progressiste, mais elles doivent être dépassées pour ne pas escamoter les nombreux points de convergence qui constituent les axes de lutte répondant aux exigences de l'étape actuelle.

La lutte contre l'exploitation de classe et pour de meilleures conditions de vie, aussi bien que la lutte contre l'arbitraire et la répression et pour le respect des libertés démocratiques, tout comme la lutte contre le sionisme et l'impérialisme et pour le parachèvement de notre souveraineté nationale, font partie d'un seul et même combat. Ce combat doit être mené sur des bases claires, non seulement d'une manière distincte du pouvoir, mais en opposition avec lui. Car ce pouvoir est le défenseur des intérêts de la réaction et de l'impérialisme. Il constitue le principal obstacle à l'instauration de la démocratie dans notre pays.

RESISTANCE DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS

ET TRAHISON DES REGIMES ARABES

L'invasion sioniste du Liban s'est effectuée dans un contexte arabe paralysé par l'alliance impérialo-réactionnaire. Après le passage de la normalisation égypto-israélienne à une étape supérieure avec la "récupération du Sinaï" et la "liquidation des différents frontaliers" entre les deux pays, cette alliance a inauguré une nouvelle étape sur la voie de Camp David et la consolidation des intérêts stratégiques de l'impérialisme dans la région à travers notamment les accords militaires bilatéraux et l'installation de bases militaires américaines dans plusieurs parties du monde arabe.

Dans le même temps, l'Etat sioniste avançait vers son objectif d'institutionnaliser l'occupation de la Cisjordanie, Gaza et le Golan, parallèlement à la répression dirigée contre les symboles de la résistance palestinienne à l'intérieur. Quant aux régimes arabes, ils ont commencé, sous le leadership de l'Arabie Saoudite, une politique d'ouverture déclarée en direction du régime égyptien, préparant ainsi l'arabisation et l'extension du processus de trahison inauguré par Sadate.

L'agression sioniste contre le Liban eut lieu dans ces conditions et s'inscrivait donc dans un même développement progressif, dont l'axe principal était la tentative de liquider la révolution palestinienne et le renforcement de l'emprise impérialo-sioniste sur le Moyen-Orient, avec la collaboration des régimes réactionnaires arabes.

Les événements dramatiques des derniers mois ont été une nouvelle occasion pour dévoiler le véritable visage de ces régimes. En effet, tout au long de l'avancée des troupes sionistes, accompagnée d'actes criminels de destruction, de dévastation et de génocide, les régimes arabes sont restés passifs, se contentant de protestations verbales, tout en gelant leurs potentialités matérielles et en poursuivant leurs relations complices avec les U.S.A. Mieux encore,

ils ont empêché les initiatives de solidarité entreprises par les masses arabes et pratiqué un black-out sur l'information, parallèle au siège de Beyrouth. En dépit de tout cela, plusieurs pays arabes ont connu des manifestations et des initiatives populaires, qui ont été toutefois moins importantes que dans d'autres pays et en deçà des nécessités de la conjoncture, car les régimes arabes ont tenu à couronner leur silence complice en empêchant toute expression populaire qui dépasserait les limites des positions officielles. C'est le cas par exemple au Maroc dont le chef d'Etat est président du "comité Al Qods"...

LE SOMMET DE FES : UN ROLE POLITIQUE COMPLEMENTAIRE A L'AGRESSION SIONISTE.

Le sommet arabe s'est réuni très tardivement, "après la tempête", selon les propres termes de Hassan II, président de ce sommet. Au lieu de définir une politique et des moyens d'action pour faire face à l'offensive israélienne, le sommet s'est contenté de rappeler les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, tout en y ajoutant une reconnaissance implicite de l'entité sioniste. De même que le sommet a consacré le rôle initiateur des Etats-Unis et l'ouverture arabe sur le régime égyptien, en tant que précurseur de la "normalisation" avec Israël.

Si la révolution palestinienne a le plein droit de s'adapter politiquement et diplomatiquement à la nouvelle situation, conformément à ses objectifs stratégiques, le sommet arabe quant à lui a laissé les portes grandes ouvertes, au nom de l'unanimité retrouvée, à la réaction arabe pour continuer sa politique de collusion avec l'impérialisme et généraliser le plan de Camp David à l'ensemble du monde arabe. Les résolutions du sommet de Fes ne sont ni plus ni moins qu'une offensive réactionnaire complémentaire à l'agression militaire

sioniste au Liban.

LA POLITIQUE DES REGIMES ARABES : UNE
FAILLE DANS LA LUTTE NATIONALE ARABE.

Les régimes arabes actuels, à une exception près, constituent un obstacle majeur devant la marche des peuples arabes. Sur le plan intérieur, le principal souci de ces régimes est de se maintenir au pouvoir, quitte à mettre tout un peuple en liberté surveillée. Les masses populaires sont tenues à l'écart des centres de décision et d'orientation et leur participation est limitée aux applaudissements forcés d'une politique qui leur est imposée par la terreur et la répression. Quant à la réclamation des droits élémentaires et des libertés démocratiques, elle est considérée comme un crime qui conduit directement en prison ou à l'exil, si ce n'est à la mort violente...

Qu'il s'agisse des plus simples aspects de la vie quotidienne ou des affaires nationales les plus importantes, les dirigeants arabes se comportent comme ils le font pour les potentialités matérielles et humaines, c'est-à-dire qu'ils en disposent tout seuls, dans le cadre de l'hégémonie d'une élite sur l'ensemble du peuple.

La politique de répression des énergies populaires, constitue un service que les gouvernants arabes rendent directement à l'impérialisme et au sionisme, car ils privent par là la révolution palestinienne d'un profond soutien populaire. Les énormes quantités d'armes que les régimes arabes accumulent, leur servent plus à protéger leur pouvoir et leurs privilèges contre les masses, qu'à combattre l'ennemi sioniste. Il n'est pas étonnant dès lors que la bataille de Beyrouth ait été la plus longue guerre arabe contre l'armée sioniste qui y a subi trois fois plus de pertes qu'elle n'en a subi auparavant face aux armées arabes.

C'est donc grâce à l'union des peuples palestinien et libanais, libérés de la tutelle arabe officielle, que la Révolution Palestinienne et le Mouvement National Libanais, ont pu résister et te-

nir tête à l'une des armées les plus puissantes de la région.

Sur le plan extérieur, les régimes arabes, par leur dépendance économique vis-à-vis du capitalisme international et leur dépendance politique vis-à-vis des Etats-Unis, constituent une cinquième colonne de l'alliance impérialo-sioniste dans le monde arabe. Ces régimes exploitent les questions nationales, y compris la cause palestinienne, pour atténuer leurs contradictions internes et perpétuer leur emprise sur les masses populaires. Ceci leur enlève la moindre autonomie dans la définition de leurs politiques qui sont ainsi assujéties aux intérêts politiques et stratégiques de l'impérialisme international.

Ce que révèle la bataille de Beyrouth, ainsi que les événements actuels, c'est l'absence du moindre sentiment national chez ces régimes et leur incapacité structurelle à remplir le rôle de solidarité arabe face à un ennemi dont les ambitions dépassent les frontières de la Palestine pour atteindre l'ensemble du monde arabe.